

Militer
1^{ère} partie
la période actuelle

*A- Deux caractéristiques de notre époque :
aristocratie ouvrière et géographie sociale mondialement divisée : page 3*

B- Le communisme et le marxisme, nos idées en mouvement : page 6

C- La bataille des mots : le communisme et l'Egalité : page 12

D- Les militants isolés : page 15

E – Des attitudes et des valeurs de résistance : page 19

Avertissement

Ce cours n'est pas tout à fait de la même nature que ceux que nous faisons habituellement. Régulièrement, nous étudions un sujet politique ou économique, et essayons d'y apporter un éclairage à la lumière de nos analyses et en cherchant à trouver tout particulièrement les caractères qui peuvent être nouveaux dans la période actuelle. Nous sommes, dans une grande mesure, extérieurs au sujet lui-même.

Mais si l'on veut discuter de notre militantisme, l'on se retrouve au cœur de ce qui fait notre existence politique. Et ce serait d'une grande prétention que de vouloir présenter un point de vue sur cette existence, comment nous la menons ou comment nous devrions la mener, avec le même détachement, la même assurance.

Bien au contraire, le sujet qui nous intéresse ici nécessite une tout autre attitude. Il ne s'agit pas ici de prétendre émettre un avis définitif sur ce que doit être le militantisme à notre époque. Poser cette question de cette manière me semble faux.

A certaines périodes, Marx, ou Lénine, ont eu une attitude fermée sur le militantisme, dans le sens où ils ont affirmé : voilà ce qu'est notre période, la situation politique, les forces en présence. Voilà donc ce que nous devons faire. Avec une seule réponse. Je pense par exemple au moment où Marx se décide à mettre en route la Première Internationale. Ou à l'attitude de Lénine quand il écrit son *Que faire ?*

Je ne crois pas que l'histoire soit continue de ce point de vue. Je pense que nous traversons une période au contraire incertaine, c'est-à-dire permettant diverses possibilités, et non pas une seule qui s'imposerait. Et je pense en même temps que trop de groupes politiques que nous côtoyons (RCPC pour un exemple de petite taille, le PT un autre à une autre échelle) ne savent jouer que sur le registre de la situation « certaine », donc du militantisme n'ayant qu'une option juste, qui s'imposerait de manière évidente. Ces groupes ne peuvent que vivre une déformation sectaire plus ou moins prononcée.

Ce que je souhaite faire ici est donc quelque chose d'assez modeste. Nous avons réfléchi sur la période actuelle, sur les limites de ce que nous en comprenons, sur certaines de ses causes essentielles, et nous avons un peu milité dans ce cadre. C'est donc cette expérience et cette réflexion que je voudrais juste concentrer, réunir ou commencer à réunir, en regroupant des éléments éparpillés au fil des réflexions et des années.

A- Deux caractéristiques de notre époque

Pour commencer, je tiens à discuter de deux aspects, qui n'ont apparemment pas grand chose à voir, mais qui sont au fond tout à fait liés, sur les grandes modifications de la société depuis que le capitalisme est arrivé à maturité, depuis aussi que les premiers marxistes l'ont analysé et ont discuté de la manière de le combattre.

Ces deux transformations sociales sont parallèles : c'est le développement de l'aristocratie ouvrière, particulièrement puissante et organisée dans les métropoles impérialistes. Et c'est en même temps une répartition géographique nouvelle de la division sociale de masse, entre pays riches d'une part et pays pauvres de l'autre. Un transfert de la misère, de l'absence des besoins vitaux, a eu lieu, épargnant pour l'essentiel les métropoles, sauf à la marge, pour se concentrer et devenir un phénomène gigantesque, massif, monstrueux, dans le Tiers-monde.

Le capitalisme montant, se construisant, avait développé cette misère en Europe, aux USA, là même où il apparaissait. Et c'est cette proximité de la misère due au capitalisme et de la concentration de richesse provenant du système capitaliste qui avait multiplié les épisodes de révolution sociale, en France notamment. Et c'est elle qui avait favorisé l'apparition et le développement d'un mouvement ouvrier international, mais dont cet internationalisme est resté de fait limité essentiellement à ce qui est devenu aujourd'hui la Triade, Europe, USA Japon. La révolution sociale, le mouvement ouvrier, poussaient la société vers un espoir.

Cecil Rhodes, homme d'affaires et administrateur colonial anglais, l'homme qui laissera son nom à l'Etat de la Rhodésie, déclarait en 1895, après avoir assisté à un meeting de chômeurs à Londres : *"J'étais hier dans l'East-End, et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Revivant toute la scène en rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'importance de l'impérialisme... L'idée qui me tient le plus à cœur c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les 40 millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialiste"*.

Mais ce qui finira de convaincre suffisamment la bourgeoisie pour qu'elle s'attelle à ce changement, c'est évidemment l'épisode fulgurant de la Révolution russe, et dans son sillage celui de la poussée révolutionnaire européenne et notamment en Allemagne. En Allemagne, c'est le parti social-démocrate, le parti du monde ouvrier, qui va sauver littéralement le pouvoir de la bourgeoisie, les partis bourgeois traditionnels ayant été discrédités par les horreurs de la guerre.

C'est au cours du 20^e siècle, qu'a eu lieu un véritable transfert géographique du problème social. Mais le mouvement ouvrier, bâti lors de la phase précédente, n'en voit pas l'importance, la portée et les conséquences gigantesques. Pire, il s'illusionne de victoires, là où la bourgeoisie est en train de procéder à des changements structureaux dont elle attend sa survie dans les métropoles impérialistes. Toute une série de pseudo conquêtes sociales sont en réalité autant des modifications acceptées, si ce n'est voulues, par la bourgeoisie pour changer la donne du danger social au cœur du système capitaliste. Il s'agit de favoriser de toutes pièces une fraction de l'ancienne masse ouvrière pour constituer une aristocratie ouvrière. En

même temps, on reporte dans les colonies, hors des frontières nationales, la plus grosse part de la misère et des souffrances engendrées par le système capitaliste.

Illusion sociale d'une société en progrès en métropole, réalité sauvage et destructrice ailleurs, voilà le nouveau visage du capitalisme au cours du 20^e siècle. Une réalité que ne prendra pas en compte de manière globale le mouvement ouvrier alors au faîte de sa puissance, et c'est aussi pourquoi il va échouer si complètement.

Dans les métropoles, sous couvert de lutte sociale au nom de l'égalité et de la justice sociale, ce mouvement ouvrier devenu stalinien va donner le pouvoir à l'aristocratie ouvrière. Cette attitude est conforme à la nature même de la politique stalinienne et ses origines. Née d'un contexte révolutionnaire, elle trouve dans l'aristocratie ouvrière la classe sociale de substitution la mieux placée pour infléchir le caractère authentiquement révolutionnaire des idées et des pratiques dans le sens réformiste de l'amélioration du sort de cette couche sociale, sa préservation et son renforcement dans le cadre du système capitaliste.

Mais il faudrait ajouter que d'autres causes historiques ont préparé le chemin à l'aristocratie ouvrière. Les simples difficultés militantes du recrutement, de la propagande, de l'organisation, avaient déjà donné une relative prépondérance aux éléments ouvriers les plus cultivés et les plus qualifiés, tout au long des premières décennies de la construction du mouvement ouvrier européen.

Et il faudrait aussi distinguer là les différences fondamentales de comportement et de conviction entre l'ouvrier qualifié issu de l'ancien monde précapitaliste et celui issu du système capitaliste déjà abouti, après qu'il ait d'abord soumis l'ensemble de la nouvelle et jeune classe ouvrière. Ainsi, un typographe était-il un ouvrier qualifié de l'ancien style, car le capitalisme n'avait pas encore su s'approprier la maîtrise technique et le savoir faire, pour le morceler en gestes divisés, et se les approprier sous forme de machines. Cet ouvrier-là, très proche de l'ouvrier artisan de 1789, a fourni des éléments révolutionnaires purs au monde ouvrier en construction.

Il y a une différence entre cet ouvrier-là, dont cette élite du monde ouvrier qui naîtra de la masse immense d'abord formée uniformément non qualifiée au cours du 19^e siècle. Car le capitalisme prendra alors bien soin de contrôler toutes les conditions de la formation morale et matérielle de la nouvelle élite ouvrière en même temps qu'il lui apporte une qualification professionnelle. Je pense par exemple au cas des conducteurs de locomotives, au sujet desquels on trouve des études détaillées,

L'aristocratie ouvrière a réussi à prendre tous les pouvoirs à sa portée, sur les plans politique, syndical, associatif, usant sans vergogne à certains moments d'un langage radical, voire révolutionnaire, pour mieux canaliser en réalité les luttes dans le cadre de la société actuelle, dont elle considère qu'il est le cadre de ses revendications, de ses aspirations. L'aristocratie ouvrière est définitivement devenue violemment hostile non seulement à la révolution sociale, mais à tout risque de changement social qui lui ferait perdre sa place de relatif privilégié.

La masse ouvrière réellement pauvre et démunie, celle qui aurait objectivement besoin d'un mieux être, et qui serait un moteur à une cause révolutionnaire, est disloquée entre une fraction, mise matériellement et surtout moralement à la marge dans la société occidentale, et une masse quantitativement considérable envoyée depuis plusieurs décennies dans les régions

secondaires, en sous-traitance, dans le tiers-monde et autres pays dits émergents. Là, elle subit une double domination, avec, en plus du patron national, le fantôme insaisissable du capitaliste donneur d'ordres international, impérialiste.

Dans le monde riche occidental, il n'y a donc plus cette base humaine indispensable si l'on est un démocrate sur le fond comme je le suis, qui pense que chaque cause n'a de légitimité que si elle est largement partagée, et c'est vrai de la cause socialiste. Des intellectuels ou autres membres issus de classes privilégiées ou aisées, pouvaient trouver un appui de masse dans les masses pauvres d'Europe occidentale au 18^e, au 19^e siècle. C'en est fini pour l'heure. Il n'est plus guère possible que de faire un travail de propagande et d'organisation semi-clandestin, et en tout cas impopulaire au sens large, que peuvent néanmoins rejoindre des couches exploitées de jeunes, de femmes, d'immigrés, de précaires, de travailleurs non qualifiés.

Mais pour ce qui est de la majorité, les populations du monde riches sont devenues rétives à tout projet révolutionnaire, car elles vivent relativement bien ou très bien (ce qui n'empêche pas les revendications et les discours qui disent l'inverse), d'une manière à la limite de l'indécence si on la compare à celle que subit une fraction comparable de la population mondiale, à l'autre bout du spectre social international. Actuellement, cette situation désolée et désolante des masses pauvres, en dehors du monde riche ou à ses marges, sert de ciment aux pouvoirs, et de repoussoir à l'idée révolutionnaire. Alors que cette idée de nécessité révolutionnaire est à la limite de l'évidence, dans le contexte de crise sans issue depuis les années 70.

Cette nouvelle répartition mondiale de la société est utilisée au quotidien, comme moyen de conservation sociale. Tout drame humain qui se produit dans le monde pauvre sert à justifier et à pérenniser le maintien et l'acceptation ici, de tous les aspects du monde riche. C'est souvent dit explicitement. Mais cela n'a plus besoin d'être dit, tant cela paraît une évidence : *« d'accord, ici, il y a des problèmes ; mais le monde n'est pas parfait ; et puis regardez ailleurs ; ici, c'est quand même nettement mieux ; alors, soyons patients »*.

Or, c'est ce point de vue, qui consiste à isoler dans nos têtes les deux situations qui a amené le monde à la catastrophe actuelle. Intégrer une telle vision séparée est le meilleur moyen de nous rendre totalement passifs. Et en nous rendant passif, donc inconscients, l'on tue d'avance toute possibilité révolutionnaire qui pourrait germer dans le monde pauvre, car elle aura absolument besoin d'un concours militant dans le monde riche. Nous nous retrouverions, sans même comprendre comment, à nous retrouver du côté de ceux qui ne peuvent que vouloir mater une telle tentative, parce que nous ne l'aurions pas vue et pas comprise.

Les militants du monde pauvre n'ont pas, eux, ce problème. A leurs yeux, il est évident que le monde est lié, que les connexions sont partout et dans tous les aspects, et qu'aucune solution ne peut être nationale. L'illusion nationaliste des années 1960 d'une solution dans le cadre des frontières nationales est morte, elle aussi.

A cette situation objective où l'on voit clairement en quoi les classes sociales se sont modifiées en profondeur à l'échelle planétaire, s'est surajoutée depuis les années 1990 et l'effondrement de l'URSS, une défaite morale.

L'idée qui prédomine, et qui est même unique, est que la fin de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est qui étaient dans son orbite, c'est le signe que c'est le communisme, voire le militantisme social lui-même qui a échoué, définitivement. Evidemment, notre adversaire profite du coup porté pour crier victoire totale !

Evidemment aussi, nous savons, nous autres trotskystes, que l'URSS n'était pas le communisme, mais un avatar dégénéré de la révolution sociale, et que sa création est passée par une chasse aux révolutionnaires russes. Nous savons qu'il y a une arnaque dans la présentation des choses. Comme nous l'avons écrit (dans l'appel à soutenir l'Ouvrier de janvier 2007) : *« Le communisme n'a jamais eu le temps de naître nulle part. Tout juste a-t-on vu quelques courtes périodes où des révolutionnaires ont pu s'exprimer, avec la majorité de la population avec eux. Jamais ils n'ont pu durer plus de quelques semaines sans qu'on déclenche à leur encontre une guerre totale. »*

Un pays, l'URSS, a survécu à cette guerre. Mais il en est sorti un régime tout sauf démocratique, tout sauf populaire, tout sauf communiste. L'URSS n'a jamais approché le communisme. Tout juste a-t-elle un temps rattrapé le capitalisme pour ce qui est du niveau de l'économie. Mais il n'était pas question d'un pouvoir de la population. Et si d'autres pays ont repris son étiquette, c'était pour lui plaire, s'en faire un allié du moment face au capitalisme.

Pendant longtemps, nombreux sont ceux qui ont abusé de l'existence de l'URSS pour dire et montrer qu'une autre société était possible. C'est cet abus-là que nous payons maintenant. Mais cette dette finira d'être payée un jour. »

En attendant, même s'il y a arnaque dans la présentation des choses, et même si nous pouvons nous prévaloir de notre étiquette de trotskystes, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un regard critique sur notre passé, notre héritage. Car si l'on ne le fait pas en de tels moments de reculs, on ne le fera jamais. Et il ne faudrait pas que la forêt des autres responsabilités cache notre part. Toute action militante doit être évaluée au bout d'un moment.

Et puis, même si c'est basé sur des contre vérités et sur des amalgames, le fait que l'idéologie marxiste est aujourd'hui appréhendée comme le signe d'un échec catastrophique est devenu un fait en soi qui nous pose de nouveaux problèmes.

Ce n'est pas le programme marxiste qui a été mis en application durant les années d'existence de l'URSS. C'est une défiguration stalinienne qui a fait illusion. Mais les révolutionnaires, auxquels nous nous rattachons, ont à en assumer aussi la responsabilité, car ils n'ont pu empêcher cette existence et surtout le maintien si durable de la falsification, de la duperie.

Que l'URSS bureaucratique ait existé n'est pas dramatique en soi. Ce qui est dramatique, c'est qu'elle soit apparue comme le fruit voulu de la révolution sociale, et c'est pourquoi son échec signe celui de la révolution. Nous devons donc assumer cette situation.

Cela ne veut pas dire que nous devons, pour nous rattraper de nos insuffisances passées, jeter tout ce passé par-dessus bord.

Mais nous devons faire un ré examen précis de cette histoire. Pour ce qui nous concerne, nous avons essayé de le faire en ce qui concerne les évènements concrets de la révolution russe. Et nous sommes arrivés à une conclusion importante, que nous avons discuté lors du cours sur l'URSS : Lénine et les bolcheviks ont trop voulu forcer le cours de l'histoire, en ne remettant pas la décision essentielle à prendre entre les mains de l'ensemble d'une population en situation révolutionnaire.

Nous avons fait un parallèle avec la Commune de Paris. Dans les deux cas, l'on peut dire qu'il a fallu qu'un bras armé agisse, un bras armé ne représentant pas l'ensemble de la population, mais seulement sa partie la plus mobilisée, la plus avancée et la plus décidée du moment. Il n'était très certainement pas possible qu'il en soit autrement. Un bras armé ne se fabrique pas démocratiquement, calmement, alors qu'il est là d'abord pour contrer les dangers meurtriers de l'ancienne société bourgeoise.

Dans le cas de la Commune de Paris, il s'agit du Comité central de la Garde nationale. Paris entre ses mains, ce Comité central ne se proclame pas le nouveau pouvoir. Pas du tout ! Au contraire, il tient à fonctionner d'une manière très profondément démocratique. Et il serait de voir là une vulgaire déformation bourgeoise (Dommanget ?). Le Comité central de la Garde nationale n'use de sa victoire que pour organiser des élections générales, en appelant à toute la population, pour mettre en place un pouvoir légitime aux yeux de cette population. C'est là une démarche de fond dont nous devons garder l'idée comme essentielle.

En Russie, les bolchéviks et Lénine ont dû également manœuvrer de manière tactique, et réaliser une insurrection. Mais ils vont ensuite oublier, sauter, l'étape que nous a montré le Comité central de la Garde nationale de Paris. Se trouvant le bras armé de la prise du pouvoir, les bolchéviks en concluent qu'ils représentent un gouvernement légitime.

Cette attitude sensiblement différente va en amener d'autres de proche en proche, dont les effets seront vite catastrophiques : le parti bolchevik entre sur une voie qui le mène très vite à un mode de gouvernement où il est seul. Les autres tendances révolutionnaires font figure d'adversaires. Au lieu d'un débat stimulant pour tous, s'établit une méfiance montante entre lui et tous les autres. Seul et isolé, le parti perd une part des possibilités remarquables qu'il avait, liées justement à sa capacité à se lier de manière vivante, qu'il avait cultivée dans l'opposition depuis 1905. Et c'est ainsi qu'un des partis les plus énergiques qui soient, les plus éduqués, les plus soucieux de respect d'un fonctionnement démocratique, va s'effondrer avec une facilité déconcertante et se transformer en un outil totalitaire aux mains de Staline.

Nous ne renions donc pas la décision d'une insurrection en octobre 1917, contrairement à ce que voudraient de nous les démocrates bourgeois. Mais nous critiquons l'attitude des bolchéviks qui n'ont pas ensuite cherché à remettre le pouvoir véritablement à l'ensemble de la population russe, représentée aussi par ses partis politiques.

Alors, faudra-t-il demain chercher à reproduire ce genre de schéma ? Devons-nous avoir comme programme absolument une insurrection qui aura lieu forcément un grand soir ? A priori, non. Si la bourgeoisie au pouvoir et ses représentants nous en laissent les moyens, nous pourrions parvenir à donner à nos idées la force d'une majorité. Le système ne l'interdit

pas. Pas plus qu'il n'interdit à un Hitler de parvenir au pouvoir. Tout dépendra de l'attitude de la classe dirigeante, et pas seulement au niveau français.

Mais notre idée essentielle est que ne sera révolutionnaire qu'une situation qui pourra donner une majorité sociale à des décisions révolutionnaires socialistes à travers le pays. Et s'il s'avère que cela est devenu définitivement impossible au niveau d'un pays comme la France, eh bien nous mondialiserons le problème. Pour répondre à la mondialisation économique donc politique opérée par la bourgeoisie, nous répondrons qu'il faut mondialiser aussi les élections, les votes, les décisions. Et par exemple, compter dans un même vote sur les choix essentiels, en comptant ensemble les suffrages des populations d'Europe et d'Afrique réunies -voire plus-.

Voilà pour notre idée de révolution sociale.

Quant au communisme, nous pensons et nous persistons à penser depuis longtemps qu'il n'a jamais connu le début de réalisation. Ce qui a existé, ce sont des combats pour lui ouvrir la voie. Mais tous se sont vite achevés par l'échec. Même dans le cas de la révolution russe, si l'illusion d'une construction socialiste durable a pu exister, la réalité de notre point de vue a été une bureaucratisation, et pour tout dire le pourrissement très précoce de toute réalisation socialiste.

Cela ne veut pas dire pourtant que nous n'ayons plus à réfléchir sur l'idée de communisme. En particulier, il me semble que Tom Thomas dit un certain nombre de choses qui nous concernent, en tant qu'héritiers des idées de Lutte Ouvrière, sur ce terrain. Et tout particulièrement une idée qui est assez simpliste selon laquelle il suffirait d'abolir la propriété privée pour réaliser la révolution socialiste. Tom Thomas a largement développé sa critique de cette idée, en montrant en quoi elle ne concerne qu'un aspect juridique et à vrai dire formel, superficiel, du problème. Avec cette propriété privée des moyens de production, sont liés tous les rapports sociaux, et jusqu'à la maîtrise par la classe dirigeante (ou une nouvelle caste ou classe, bureaucratique ou autre) du processus de production. Ce sujet mériterait donc un cours particulier à ce propos.

L'idée de communisme doit également être repensée à la lumière de la compréhension que nous pouvons avoir des sociétés primitives et des restes de sociétés sans Etat qui subsistent aujourd'hui. Et sur ce plan, nous avons écrit un certain nombre de critiques relatives aux manières de les appréhender qu'a pu avoir Engels (et probablement Marx avec lui) à une autre époque. (voir dans la brochure de janvier 2000 « La naissance des dieux et des Etats », le chapitre 15 « marxisme et anthropologie »).

Engels n'a pas vu que ces sociétés ne plaçaient pas les femmes à égalité avec les hommes. Il les idéalisait en ne parlant que d'une simple division du travail, en quelque sorte naturelle, entre hommes et femmes. En fait, en tout cas avant qu'apparaisse l'agriculture, les femmes sont partout des objets d'échange, qui permettent certes de créer des liens sociaux reliant les tribus, mais qui placent la femme en situation d'infériorité évidente.

Par contre, il subsiste une incertitude sur la place des femmes au cours du néolithique. De nombreux indices laissent à penser que là, les femmes jouent un rôle important, comme semblent en témoigner les statuettes. Mais on est loin d'avoir un consensus des historiens sur ce problème.

Un autre point sur lequel les fondateurs du marxisme ont fait fausse route, c'est celui de la guerre dans les sociétés premières sans Etat. Là encore, une forme d'idéalisation a limité la guerre à une place très secondaire. Or, selon Clastres, la guerre est au contraire un élément essentiel de ces sociétés sans Etat. En empêchant une unification et en maintenant un morcellement de la société, elle interdit l'apparition de l'Etat d'une manière exogène. D'ailleurs, l'un des buts de guerre est la capture des femmes.

Il faudrait également ajouter un autre élément, d'une importance capitale : l'étude précise des diverses chronologies –du fait d'une histoire officielle complètement morcelée– indique que des hommes des sociétés sans Etat ont développé des villes, des civilisations, qui ont duré quatre millénaires (voir L'Ouvrier n°173). La société bourgeoise est obligée de censurer leur existence. Des villes ont duré des siècles et des siècles, sans police, sans justice, sans prisons, sans classe dominante et sans exploitation ; alors que le capitalisme connaît des soubresauts perpétuels avec des armées de policiers, des tribunaux partout, un appareil d'Etat gigantesque qui domine la population. Les historiens que fabrique la société bourgeoise ne veulent accepter le communisme que pour les seuls hommes préhistoriques. C'est faux. Mais c'est ce que l'on fait croire à grande échelle.

Autre point important sur lequel nous devons nettement corriger les écrits d'Engels, c'est l'idée selon laquelle le point de départ de toute l'évolution sociale depuis le mode de vie préhistorique serait une pénurie chronique liée au mode de vie primitif. C'est faux. Qu'il s'agisse du stade préhistorique, basé sur les seules activités de chasse et de cueillette, ou que l'on soit au stade du néolithique sans Etat, y compris des villes sans Etat, les hommes de ces sociétés sans Etat vivent au contraire dans une situation qu'ils vivent comme une situation d'abondance. L'on ne ressent pas le besoin de travailler plus de deux heures par jour. L'on ne ressent pas le besoin de créer sans cesse de nouveaux besoins. Et l'on n'est pas astreint à entretenir d'immenses couches d'individus non productifs, qui constituent la substance même de l'Etat.

Mais de ces erreurs, compréhensibles pour l'époque, certains comme l'anarchiste Clastes ont voulu en déduire que le marxisme lui-même était totalement erronée. L'idée de Marx selon laquelle c'est le développement des forces productives qui induit au cours de l'histoire une modification de l'organisation sociale, puis du régime politique et de l'Etat, cette idée serait fautive puisque, au départ, nous dit Clastres, les hommes de ces sociétés ne souhaitaient absolument pas développer les forces productives à leur disposition.

Mais que les hommes l'aient voulu ou pas, cela n'a malheureusement pas empêché le cours de l'histoire d'aller dans ce sens. L'Etat a bel et bien été imposé à l'humanité. Il a détruit l'immense majorité des sociétés sans Etat, n'en laissant que des traces bien faibles et bien incomplètes. Et c'est bien le développement des forces productives, en produisant un surproduit social de plus en plus considérable, qui a bouleversé les classes sociales, en poussant de nouvelles en avant, faisant reculer d'autres plus anciennes, et c'est ce qui a fait une part essentielle de l'histoire vue à une grande échelle.

Clastres a raison de dire que les hommes sans Etat n'aspirent pas à révolutionner leur monde, car ils en sont tout à fait satisfaits. Le moteur de l'histoire n'est pas la prétendue pénurie des origines. Mais nous ne le suivons pas lorsqu'il nie ce qui s'est passé ensuite, pour pouvoir nier toute valeur au marxisme.

Clastres fait une confusion. Tant que la société est sans Etat, personne n'aspire à un changement, car la vie est sereine, équilibrée, sans contradiction sociale. Forts de cet équilibre, les hommes et les femmes tiennent au contraire à garder leur monde tel qu'il est, et y veillent au travers de leurs pratiques en ce qui concerne les chefs, la guerre, etc.

Mais les notions d'abondance ou à l'inverse de pénurie, doivent être considérées sous un angle relatif et pas seulement en valeur absolue. Aujourd'hui, dans une société sous Etat, une population disposant de mille fois plus d'objets, de biens, etc, que celle du néolithique sans Etat va tout de même se considérer en état de manque. Car, elle sait qu'à côté, d'autres couches sociales disposent de mille fois plus de biens qu'elle.

L'abondance du néolithique ou de l'homme de pierre est bel et bien une situation de forces productives inférieures, par rapport aux développements de l'industrie. Et cela se traduit très concrètement par des capacités tout à fait différentes pour ce qui est de la population humaine. Nous ne considérons donc pas l'explication matérialiste du développement historique comme infondée. Mais il y a bien une erreur chez les marxistes du temps de Marx en ce qui concerne l'impulsion de départ à l'origine de la naissance de l'Etat.

Nous avons donc des changements à opérer dans l'héritage du marxisme. Ils sont nombreux et complexes, mais cela est dû aussi au fait que peu d'intellectuels ont assuré la continuité de ce travail sur de longues périodes. Le 20^è siècle le siècle des intellectuels vendus qui ont donné leur âme à un faux révolutionnarisme, des intellectuels qui se sont prétendus communistes alors qu'ils n'étaient que dévoués à l'Occident.

Quant aux groupes militants qui ont continué à se réclamer du communisme, une partie d'entre eux ont choisi de se boucher les yeux et les oreilles sur les changements du monde (LO, PT, ARAM), et une autre partie a un peu vite jeté à l'eau des pans de l'héritage, non pas en cherchant à faire une analyse à des fins utiles pour l'avenir, mais en cédant d'abord aux pressions là où elles sont les plus fortes : sur l'idée de dictature du prolétariat, par exemple (LCR). Rarissimes sont ceux qui ont fait un réel travail critique sérieux (Tom Thomas mais qui n'est pas un groupe, Partisan malgré certaines amarres qui semblent difficiles à détacher)

Ce qui est sûr, c'est que nous devons probablement abandonner le terme de dictature du prolétariat, du fait de la compromission des héritiers du socialisme ou du communisme avec les dictatures bureaucratiques que ce soit en URSS ou ailleurs. Les masses ne peuvent plus accepter un tel terme. Il est lui aussi compromis. Mais cela ne nous exonère pas d'une réflexion sur le problème de la révolution sociale aujourd'hui.

Nous pensons que les idées que mettait Lénine lorsqu'il parlait de dictature du prolétariat restent valables. Et que justement, c'est bien d'une dictature de tout le prolétariat qu'il doit s'agir. Et c'est ce qui nous fait dire que la bonne méthode, du moins pour démarrer, c'est celle qui a été choisie lors de la Commune de Paris.

Personne ne nous demandera des comptes avant longtemps sur ce travail de réflexion sur nous-mêmes, notre action, notre passé, nos idées. Mais il comptera pour beaucoup lors d'une renaissance éventuelle de nos idées, un nouveau « mai 68 » même si l'histoire ne se reproduit certainement jamais deux fois de la même manière. Mais l'on peut raisonnablement penser qu'un renouveau des idées issues de notre patrimoine, les idées de la révolution sociale et du communisme, pourront rejaillir, un jour où les populations seront excédées du

capitalisme et de sa dictature totalitaire unique. C'est pour un tel jour que nous travaillons. Car toute erreur de pensée se paye ou se paiera.

Aujourd'hui, rien ne nous pousse à ce travail de critique d'autant plus difficile qu'il nous concerne nous-mêmes, nous remet en cause, et que personne d'autre que nous même -si ce n'est des gens mal intentionnés- ne nous y pousse.

Ce à quoi la société en place nous pousse, c'est à changer une partie de notre vocabulaire. Le mot même de communisme nous est devenu amer, quasi impossible à utiliser sans une montagne de précautions, sinon c'est en face de nous le rejet sans aucune réflexion, sans la moindre écoute. Il ne peut plus être une étiquette, une signature, alors qu'il est notre signature. Pour exprimer nos idées, les relier entre elles par une idée générale, nous avons besoin de ce mot.

Je vois quelques mots qui peuvent être utilisés pendant le temps que durera cette interdiction du mot communisme. Car si le mot de communisme nous est interdit, la discussion sur son contenu, elle, est encore possible. Des mots comme « partage » ou « partageux » ; il y a également « égalité », « l'égalité », ou « les égaux ». Et je pense aussi à « gratuit », « gratuité ».

Les idées qui sont derrière ces mots nous sont propres et sont difficiles à digérer par le système. Dans ce système, on ne partage rien, même pas ce qui ne nous est pas utile. Car tout doit être marchandise, tout doit être échangé contre de l'argent, et c'est cet échange qui abolit les valeurs morales, artistiques, intellectuelles, etc. pour instaurer le dictat de la seule valeur marchande, le coût. Le savoir que nous avons ne doit pas être partagé, il nous faut le vendre lui aussi. D'où la mort des relations humaines, l'installation de cette froideur générale, sur laquelle vont germer les actes de violence, les gestes les plus fous. Nous pouvons donc montrer en quoi le refus du partage est la loi du capitalisme. Et nous pouvons lui opposer une autre vision de la vie, basée sur le partage.

De même, le mot égalité brûle les lèvres des dirigeants et des responsables politiques. A tel point que depuis quelque temps, a été entrepris un travail systématique de détournement : on nous matraque désormais l'expression « égalité des chances ». Villepin en a même fait un Ministère avec Azouz Begag. Eh bien, nous sommes contre cette expression et cette idée d'égalité des chances, et pour garder la vieille et très différente idée qui orne encore les frontons de la République avec le mot seul de « égalité ». L'égalité des chances, c'est l'égalité du loto : un élu ou une élite qui gagne, une majorité qui n'a que des illusions, et un Etat qui vit et profite de ce jeu. L'égalité que nous voulons, c'est l'égalité tout court, l'égalité tout de suite, ici et maintenant, dans la réalité et donc pour tous.

Le révolutionnaire Babeuf dit que le seul moyen d'arriver à l'égalité de fait et « d'assurer à chacun et à sa postérité, telle nombreuse qu'elle soit, la suffisance mais rien que la suffisance », et « d'établir l'administration commune, de supprimer la propriété particulière, d'attacher chaque homme au talent, à l'industrie qu'il connaît, de l'obliger à en déposer le fruit en nature au magasin commun, et d'établir une simple administration de distribution, une administration des substances qui, tenant registre de tous les individus et de toutes les choses, fera répartir ces dernières dans la plus scrupuleuse égalité ». Ce programme est exposé dans le « Manifeste des plébéiens » publié par Le Tribun du peuple du 9 frimaire an IV (30 novembre 1795). Par rapport aux idéologies sans-culotte et jacobine, encore attachées à la propriété privée fondée sur le travail personnel, c'est une véritable révolution. Et Babeuf fera un autre pas en organisant une société secrète destinée à renverser le pouvoir en place, et qu'il dénommera La Conjuración des Egaux, en 1796. Nombre de ces idées liées à cette idée d'égalité et nées dans le feu de la Révolution française sont certainement à revoir, à remettre au goût du jour.

La bataille des mots, que l'on en soit conscient ou pas, elle est incessante. Il y a un mot sur lequel la bourgeoisie a gagné haut la main depuis longtemps, même si aucune bataille n'est définitivement gagnée. C'est celui de liberté. Tous les intellectuels vendus au système ne cessent de célébrer la liberté, qui serait la qualité numéro un de ce système. Mais en réalité, la liberté politique est incomplète. Elle est interdite au travail par exemple et limitée par l'argent le reste du temps.

Elle est néanmoins réelle et tout à fait appréciable dans un pays comme la France. Mais le système attribue ce qualificatif de liberté à tout Etat qui prône la loi du marché et accepte une parodie de démocratie bourgeoise, et là cela devient un mensonge pur et simple. Dans la bouche des tenants du système, il y a ainsi une confusion permanente sur ce mot de liberté entre l'idée d'une liberté de commerce et d'affaires, et la liberté politique. Et cette confusion marche également dans l'autre sens.

Ainsi, en France même, on s'appuie sur la liberté politique réelle –qui est une conquête politique révolutionnaire, soit dit en passant et n'est nullement venue naturellement comme le fruit du développement capitaliste- pour faire accepter la liberté du marché comme allant de soi, parce que soit disant allant avec.

Nous ne devons pas renoncer à la bataille sur ce mot également, et au contraire dire et redire que la liberté du commerce, la liberté de faire des affaires, c'est la liberté de faire la guerre économique sans aucune retenue, et en enlevant toute protection aux plus faibles.

Autre exemple : la notion de service. C'est un terme que le capital ne cesse de célébrer, car il pense avoir trouvé là son futur, son avenir. L'avenir de la production industrielle ou agricole étant trop visiblement bouché, s'est créé l'illusion, toujours et d'abord avec des mots, selon laquelle ce nouveau secteur, les services, serait le soi-disant gisement d'emplois que l'on cherche en vain depuis des décennies. Et pour rendre plus sérieuse cette affirmation, on a vu comment l'INSEE a modifié ses bases statistiques pour créer ou augmenter de toutes pièces la catégorie services (cours Sociologie France).

Le service, dans la bouche du système, c'est donc une marchandise, la marchandise de l'avenir. Mais dans la bouche de la population, quelqu'un qui « rend service », c'est tout au contraire quelqu'un qui aide gratuitement. Cette expression « rendre service » peut se lire dans les deux sens. Un service se rend, se donne, il ne se vend pas. Et puis il peut être rendu par celui qui en a profité. Il y a donc une idée de réciprocité, d'échange, un échange gratuit, idée qui est la base des relations humaines en général.

Le système est conscient de cette richesse de sens du mot « services » et il essaye de s'en servir quand il nous vante son avenir de développement de « services » comme s'il s'agissait de marchandises particulières, plus agréables, donc plus acceptables. En réalité, le système remet au goût du jour le dur travail des bonnes à tout faire, et c'est ce que nous devons dire.

Le rejet du mot communisme est le reflet d'une bataille perdue. Car il y a une guerre des mots en même temps qu'il y a une guerre de classe. Nous devons l'accepter et assumer cette bataille du langage et des mots. Les jeunes des cités qui tiennent à s'insurger, à leur manière, contre le système qui les délaisse, nous le montrent : ils ont échafaudé tout un langage différent. Et c'est à force d'user et d'utiliser nos mots que nous commençons à mieux les manier et à en faire passer de plus en plus de leur contenu.

Comme dans toute bataille, il peut y avoir des provocations, des pièges. Et celui aujourd'hui très fréquemment répandu consiste à nous faire dire que nous sommes communistes, dès qu'un de nos adversaires a flairé qui nous pouvons être, pour mieux nous assommer. Il n'a alors plus rien à faire, le seul « aveu » de notre conviction par ce mot-là nous fait tomber dans le piège. Sans que l'adversaire ait à ajouter quoi que ce soit, c'est tout le désaveu social en cours qui le sert et nous tombe dessus.

Alors, évitons ce piège. Si l'on nous demande avec ce genre de calcul si nous sommes communistes, on peut répondre sur le fond sans tomber dans l'aveu et la situation qu'il provoque. « *Ecoute, je pense que les hommes des sociétés d'avant le capitalisme ou le Moyen Age et qui vivaient à égalité, sans exploitation, c'est une bonne solution.* »

Ou bien : « *Le capitalisme transforme en marchandise tout, y compris nos paroles, là, entre toi et moi ; bientôt, il me faudra les vendre, ou acheter ta réponse ; alors, je crois qu'il faut vraiment chercher autre chose, avant que personne ne soit plus capable de réfléchir en tant qu'être humains* ».

« *Je suis pour un système d'Egalité, pour que la société soit faite de gens Egaux. Il faut se rapprocher de l'égalité, et pas de l'inégalité, car là on y est déjà et gravement* ».

Mais, je le souligne, nous ne devons pas nous en tenir à cette seule bataille des mots à laquelle nous obligent nos interlocuteurs. Même si personne ne nous le demande, nous devons poursuivre nos efforts quant à l'analyse de nos idées. Il ne suffira pas de trouver des mots nouveaux, si derrière nous ne sommes pas capables de mettre des idées elles aussi nouvelles. C'est-à-dire un marxisme renouvelé, épuré de ses arriérations et des erreurs du passé, modernisé et adapté à l'image du monde moderne, avec une vision directe et claire des principales caractéristiques qui vont compter pour l'action. Il ne suffira pas de trouver des mots nouveaux. Sinon, ce ne sera qu'un emballage sans avenir.

Un exemple que j'ai trouvé chez Partisan. Dans leur numéro de mars 2007, on trouve dans l'édito la revendication suivante : « *A travail égal, salaire égal dans le monde entier !* » C'est une formule un tout petit peu longue, mais elle vise quelque chose avec quoi nous sommes pleinement d'accord. Il s'agit pour une fois, et contrairement à toutes les revendications habituelles des trostkystes français, de présenter d'une manière unique et unie les intérêts des travailleurs par-delà les frontières et par-delà la frontière principale, celle qui sépare le monde riche du monde pauvre.

Il faudra sans doute encore améliorer la formule, en trouver d'autres qui la rejoignent, en complètent l'idée à propos d'autres problèmes, mais la voie donnée là est tout à fait bonne et exemplaire. Elle est la nôtre par exemple pour argumenter de la seule solution valable face au problème des délocalisations.

Pour ce qui est de l'histoire particulière de notre groupe, nous avons connu deux périodes totalement opposées. La première, à la suite de notre sortie de Lutte Ouvrière, a été riche et particulièrement fournie en activités militantes de toutes sortes, elles-mêmes portées par un succès assez notable, se manifestant par un développement et un renforcement de l'organisation du groupe, au fil des choix que nous avons fait, et notamment celui de cesser de prétendre agir, et agir pour la prise du pouvoir, idée que nous avons remplacée par celle de groupe de propagande (Texte « Une période de remis en cause » du 24 mars 1998, voir le paragraphe « organisation de combat ou organisation de propagande », page 7)

Ce groupe a éclaté. Mon sentiment est que l'objectif, les objectifs que nous nous étions donnés n'avaient pas été réellement acceptés par les militants, et que cela a cristallisé en permanence un problème de rejet des responsabilités, devenu de plus en plus aigu mais aussi plus caché et sournois au fil de l'accroissement de notre construction.

Tant que nous avons vécu cette première période, nous avons été constamment débordés par la somme des tâches à accomplir pour assurer l'intendance, suivre à tous les niveaux la progression du groupe. Mais cela nous interdisait de pouvoir prendre des reculs sur le plan de la réflexion, des orientations, de la réalité en chacun d'entre nous. Nous n'avions pas pu par exemple trouver les moyens de réfléchir à une réflexion critique sur la Révolution russe. Chose que par contre nous avons commencé à faire avec un certain succès maintenant que notre activité militante s'est considérablement réduite.

Groupe de propagande ou de combat, cela a en fait changé assez peu pour ce qui est de notre disponibilité. Mais je pense qu'il était juste de faire ce que nous avons fait. Le problème qui nous intéresse ici est que cette hyper activité était un vaccin collectif permanent contre une intégration dans le système et dans les normes sociales. Ce vaccin n'existe plus. Chacun est livré à lui-même.

Une réflexion s'impose à mon sens sur nos conduites si l'on veut se préserver de cette intégration à la société. Faut-il le rappeler, la société capitaliste est capable de digérer, et même de faire son miel, des anciens militants les plus radicaux, des révolutionnaires les plus en pointe, comme on l'a observé des milliers de fois depuis 1968 en France.

Par contre, la société capitaliste a bien de mal à dissoudre et normaliser des individus isolés, des gens que j'appelle des militants isolés, qui ne cherchent et n'ont jamais cherché aucune notabilité, aucun succès d'appareil, aucune forme de pouvoir pour eux-mêmes. De tels individus anonymes, gratuits et généreux envers leurs semblables, il s'en est trouvé dans la population, et il s'en trouve encore.

Ils militent selon l'air du temps, en communistes quand le temps le permet, et rejoignent alors les mouvements organisés, ils militent seuls sinon, comme aujourd'hui, en défenseurs de leur quartier ou de leur communauté, parce qu'aucune autre idée ne leur est proposée, ou n'est facilement acceptée.

On trouve une description intéressante et utile de ces militants d'aujourd'hui dans l'étude de la cité des Cosmonautes à St Denis, rédigée par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen « *La démocratie de l'abstention* » : Le livre pose la question de savoir si l'on a affaire là à « *De nouveaux militants ?* ». Ainsi Sabrina : « *du fait de la position qu'elle occupe*

à l'interface de la mairie et de la cité, elle peut être considérée comme une sorte d'équivalent structurel des anciens secrétaires de cellule. (...) comme ces derniers, elle connaît presque tout le monde dans le quartier. Dynamique, très investie dans la vie locale, prenant facilement la parole dès lors qu'elle se trouve en terrain familier, Sabrina est partout où il se passe quelque chose aux Cosmonautes. Elle est de toutes les réunions de quartier organisées par la mairie et la bailleur des immeubles HLM ; réunions au cours desquelles elle exprime sans retenue ses façons de voir. Elle est aussi de toutes les fêtes, si ce n'est à leur origine (...) Sabrina est aussi déléguée de parents d'élèves au conseil d'administration de l'école depuis des années. »

Et tout ceci fait « de Sabrina une véritable figure locale qui, si elle suscite les réactions manifestement agacées d'un petit nombre, attire aussi et surtout beaucoup de sympathie Sabrina connaît et salue pratiquement tous ceux qu'elle croise aux Cosmonautes, filles et garçons, jeunes et vieux. Elle rend également de multiples petits services, aidant certaines mères de famille maîtrisant mal la langue écrite à remplir des papiers administratifs, accueillant momentanément chez elle les enfants d'un couple en conflit, servant d'intermédiaire entre une famille en quête de place dans une école spécialisée pour un enfant handicapé et les services sociaux de la mairie, intervenant auprès du maire pour le presser d'obtenir du préfet la régularisation d'un professeur de boxe de l'association demeuré sans papiers.

Cette femme est très peu politisée, voir pas du tout. C'est la preuve que même en l'absence d'idées politiques, même en période de fort rejet du politique, le besoin d'une défense collective de la population est plus fort que tout.

La mairie PCF de St Denis a évidemment cherché à récupérer Sabrina. Elle est devenue une militante de la mairie, relayant la campagne du candidat communiste aux Cosmonautes lors des Cantonales de 2001. Mais, nous dit le livre, « *cette jeune mère de famille paraît moins disposée à revendiquer une identité partisane* » que les militants des années 1970. En fait, cette militante isolée est un mélange, en partie récupérée par la société, en partie rebelle et insurgée contre elle.

Ainsi, vivant dans un monde où ce n'est absolument pas le cas général pour les femmes, elle vit en union libre avec le père de son enfant, elle sort le soir, part en vacances seule, porte des tee-shirts moulants, etc. Bref, elle vit en femme libre et donne donc ce modèle à voir et le fait accepter.

Son rapport avec la politique n'a rien à voir avec ce qui nous a construit, nous autres, militants d'origine collective. Sabrina « *revendique (...) un rapport instrumental au milieu politique local qui dans son discours opère une sorte de principe d'autolégitimation valorisant. Un peu comme si consciente d'être instrumentalisée, elle revendiquait sa capacité à instrumentaliser elle aussi, en retour, ceux à qui elle accorde son soutien* » En clair, Sabrina dit aux gens que si elle soutient le maire, c'est qu'elle peut obtenir de lui en échange des choses pour les habitants.

Cet exemple n'est pas une exception. Les auteurs du livre « La démocratie de l'abstention » en ont trouvé un autre. « *Samira est une autre figure du militantisme de cité (...) Après avoir passé une partie de sa jeunesse aux Cosmonautes, elle réside désormais dans une cité voisine située à La Courneuve. Cette jeune femme de trente ans, d'origine kabyle,*

possède en commun avec Sabrina sa grande détermination et une popularité manifeste qui récompense les nombreux services qu'elle rend là où elle vit. »

Les auteurs disent aussi un mot d'une « *ancienne militante de Lute Ouvrière* » que nous connaissons bien, et qui leur a raconté « *avoir essayé de tracter dans la cité, en particulier auprès des jeunes.* » « *... De cette tentative d'importation d'une pratique militante traditionnelle, (cette militante) conserve principalement le souvenir d'une expérience complètement « décalée » : « Quand tu leur parles de politique, t'as l'impression que t'es décalé ».* Une impression confirmée par Jacques Lantier, le membre du Parti des Travailleurs qui habite la cité. »

Plus rien donc ne part de la politique chez les habitants de la cité. Et qu'il y ait des militants politiques n'y change rien. Ce n'est donc pas un engagement politique que vivent les « militants isolés » actuels, et ce n'est pas un engagement politique qu'ils ou elles donnent comme image autour d'eux. Le politique est totalement déconsidéré. « *A la différence des années 1970, écrivent les auteurs, le milieu décourage pratiquement toute velléité d'engagement, considérée comme incongrue ou perçu dans les catégories cyniques de l'intérêt matériel ou professionnel* ».

Aux yeux de la population qui nous intéresse, un engagement politique n'a de sens et n'est compris que si l'on y trouve un intérêt matériel. Un engagement gratuit, entièrement fondé sur des idées, on n'y croit pas une seconde, et si par hasard, une personne s'y adonne, on commencera à penser d'elle qu'elle cache son calcul personnel. Et si on se persuade qu'elle n'a aucun calcul, eh bien on la considère comme folle.

C'est sans doute aussi pourquoi on voit que nombre d'organisations politiques qui à travers le monde ont un certain succès commencent toujours par faire un travail non politique mais social, dans les quartiers, en se proposant d'aider la population. Les Islamistes, mais pas seulement, sont devenus les maîtres de cette stratégie.

On ne peut pas faire de politique, ou pas ouvertement, mais on peut militer. Militer pour que le coût des charges de loyer soit revu à la baisse, cela les gens peuvent le comprendre, l'accepter et le soutenir. Militer pour obtenir telle ou telle amélioration matérielle, aussi. Et c'est donc de là que nous pouvons, que nous devons, repartir.

Ne serait-ce que pour comprendre où en est la masse ouvrière, c'est à ce niveau qu'il faut agir actuellement. Je ne pense pas qu'il faille pour autant cesser nos tentatives politiques, comme celle à laquelle fait allusion la camarade interviewée. Mais le chemin par lequel nous referons accepter le politique est encore à chercher, et à découvrir.

Le problème se pose dans des termes analogues dans les entreprises. C'est même sans doute là l'origine du problème. L'offensive du patronat depuis une trentaine d'années a consisté à fractionner les sites de production de masse en lieux éclatés, de manière à rendre plus difficile l'utilisation de l'arme de la grève. L'autre arme est évidemment le chômage, dont la pression détourne les travailleurs de l'organisation syndicale.

Les auteurs de « *La démocratie de l'abstention* » disent avoir rencontré plusieurs personnes qui leur « *feront part des grandes difficultés qu'ils éprouvent à monter ou à maintenir des structures syndicales dans les PME où ils sont salariés* ».

Ainsi un jeune dont le père était communiste, lui-même ouvrier dans le bâtiment et syndiqué à la CFDT, qui dit : « *Le syndicalisme, cela sert, mais il faut être beaucoup. Si, dans une entreprise, de 200 personnes, il n'y en a que deux ou trois qui ont la carte, cela ne sert pas à grand-chose. C'est une chose que les gens n'ont pas comprise. Quand on est beaucoup, cela fait du poids (...)* Là où je travaille, les gens ont peur que, s'ils ont une carte, le patron les foute dehors ».

Les auteurs concluent ceci : « *Ceux qui restent les plus porteurs d'un projet d'organisation collective de la classe ouvrière paraissent se sentir bien isolés dans des univers professionnels qu'ils décrivent comme profondément marqués par la peur des sanctions et du licenciement, et au sein desquels c'est l'idée même d'action collective qu'il paraît difficile de faire partager* ».

Militer en militant isolé impose d'avoir présentes à l'esprit des règles et des repères. Car l'on est seul aussi face à la capacité de la société à nous digérer, à nous décourager, à nous démoraliser ou à nous casser.

Eh bien, l'essentiel est de se construire une autre morale. Et puisque nous ne pouvons, dans cette nouvelle période maintenant largement entamée, partager cette morale collectivement, dans la vie quotidienne d'un parti, dans les relations quotidiennes autour d'une activité syndicale, il nous faut nous armer chacun avec ce qu'il y a de meilleur que nous pouvons trouver chez les militants isolés de notre époque.

Cette morale et cette action de résistance, c'est sur des valeurs opposées au système que nous pouvons les construire. Des valeurs qui, soit dit en passant, devaient être ou auraient dû être aussi celles de nos camarades dans cette autre période que nous avons connue d'une action militante collective.

Ces valeurs, ce sont l'idée de partage, l'idée de gratuité, le souci de la collectivité avant celui de telle ou telle partie et -cerise sur le gâteau- le fait d'exprimer malgré tout notre souhait, notre espoir, notre croyance en la possibilité de changer le monde. Oh, il ne s'agit pas d'être totalement idiot, l'on sait que ce n'est pas pour demain matin, que ce ne sera pas simple, mais d'autres périodes ont connu de pareilles détresses et de pareilles impasses à la nôtre, et d'autres époques ont connu des dépassements inattendus.

L'idée qu'il faut changer la société ne doit pas rester secrète en nous, pas plus qu'elle ne devrait pas rester secrète au cœur et au cerveau de militants par exemple de Lutte Ouvrière. Mais il faut bien dire ici que ce devrait être d'abord à une organisation, Lutte Ouvrière ou d'autres, mais à une organisation, d'exprimer cette idée, ce programme, cette conviction. Car pour une telle ambition, que vaut la parole d'un seul ?

Alors, c'est faute de mieux et un peu en désespoir de cause que nous devons avoir ce souci présent à l'esprit. Seuls, nous sommes bien mal placés. Si l'on parlait au nom d'une organisation connue comme telle, l'idée ne paraîtrait pas moins utopique, mais au moins elle paraîtrait assumée par une première collectivité de pensée. Voilà, personne n'en parle, et c'est ce qui nous oblige à en parler, car sinon qui va cultiver pour l'avenir cette conviction ?

Voilà pour un certain nombre de valeurs que nous pouvons cultiver en nous. Mais il nous faut aussi cultiver le rejet d'un certain nombre de valeurs que prône la société du capital : la « réussite » individualiste, la résistance à l'argent et le refus d'un certain nombre de soumissions sociales à sa religion, la résistance également au fatalisme, le refus de l'idée que rien ne changera jamais, et la culture d'un espoir même si on ne sait d'où et comment il pourrait surgir.

Partager donc une part de ce qu'on a, ou de ce que l'on sait faire, eh bien, cela vous apporte de bonnes choses, des remerciements sincères, des sentiments vrais, cela vous élève ou élève un peu le petit bout de société que l'on constitue avec ceux avec qui on procède de cette manière de vivre.

Bien sûr, vu le climat général glacial dans lequel nous sommes, il y aura du scepticisme au début, de la méfiance, on cherchera quel calcul vous avez en tête. Mais si on

dépasse ce stade inévitable, alors partager peu devenir communicatif, contagieux, une bonne et saine maladie sociale, et en tout cas ce sera accepté comme tel et apprécié comme une possibilité après tout estimable.

Souvenons-nous que les sociétés primitives ou ce qui en subsiste consacrent un tiers de leur temps à cette activité de partage. Le partage, l'entraide, alors que la vie est difficile à vivre, peuvent trouver maintes raisons de s'exprimer. Ensuite, une fois que l'on s'est démontré à soi-même en même temps qu'aux autres cette capacité à répondre à ce qui est un problème social majeur de cette époque –la solitude- on peut commencer à théoriser, à parler de ce comportement. Il ne s'agit pas de se vanter, il n'y a pas de quoi. Mais l'on peut dire par exemple que d'autres, à l'autre bout de l'échelle sociale, se sont construit un monde où il n'y a jamais besoin d'entraide. Pire, ceux-là se sont mis à l'abri de tout partage possible, c'est l'immense propriété privée des puissants, la propriété des grosses entreprises, et c'est avec cela, et aussi avec notre assentiment, parce que nous les laissons faire, qu'ils font la pluie et le beau temps de l'économie. Un autre temps devra arriver, celui de l'entraide et du partage des idées et des moyens pour lutter contre eux et leur système.

Car c'est leur système qui enlève de la vie à notre vie. Ils disposent de tous les moyens techniques les plus modernes. Et qu'en font-ils ? Ils détruisent le tissu social, le lien entre les gens. Leur société rabâche que seule la concurrence est une bonne chose. La concurrence met la population en asservissement, chacun contre chacun, et tous, ou presque se regardant avec méfiance, comme si le responsable de ses misères est à trouver chez le voisin, le collègue, le camarade de travail, ou le passager en face de soi dans les transports.

Ces explications, on peut les glisser à condition qu'elles soient de circonstance, sans chercher à faire un long discours. Ce sont des graines, elles aussi isolées, que l'on peut semer. Il ne faut chercher à convaincre, on ne le peut pas, car c'est tout le corps social exploité qui le rejette. Il ne faut donc chercher à bâtir de longues explications cohérentes. Ce qu'il y a besoin par contre, c'est de trouver une pépite, une idée qui brille un peu, qui va être remarquée, et dont la logique va suffisamment intéresser, poser problème, paraître intéressante et intelligente, pour rester dans un coin de la tête de notre interlocuteur.

Il est intéressant de noter qu'après avoir moi-même noté ces idées qui sont à la base de ce passage de mon cours, je les retrouvées, écrites presque avec les mêmes mots, dans le livre de Michel Onfray « La puissance d'exister » (2006). Onfray développe une philosophie de la vie qui se veut hédoniste et se réclame d'une attitude libertaire.

« Le capitalisme est plastique, dit Onfray. Il ne renonce pas à être sans avoir eu recours à des ruses et moyens multiples avant de s'avouer vaincu. L'histoire de ces métamorphoses reste à faire : l'affection, la proximité, les sentiments avec *le capitalisme paternaliste* ; l'appel aux grands fétiches –idée qui rejoint tout un développement de Tom Thomas (« Conscience et lutte de classe », 2006) la liberté, notamment d'entreprendre – avec *la variation libérale pure et dure* ; la convocation de la fibre sociale en cas de *version social-démocrate* ; le rudesse brutale des *fascistes casqués* ; la séduction au moyen des objets désirables dans le *tropisme consumériste* ; le mirage permissif avec les *libéraux libertaires* ; l'infiltration poreuse et insidieuse dans le cas contemporain des *fascismes micrologiques*. Chaque fois, l'empaquetage et le conditionnement affichent la nouveauté, mais la marchandise reste la même... »

C'est donc pour Onfray cette version des micro-fascismes, -un fascisme sous forme de micro organismes- qui serait le modèle actuellement en cours du capitalisme. « *Pas de valeurs, ou plus de valeurs, explique-t-il (page 87). Une incapacité à distinguer clairement les contours éthiques et métaphysiques : tout paraît bon et bien, le mal également, tout peut être dit beau, même le laid, le réel semble moins vrai que le virtuel, la fiction remplace la réalité, l'histoire et la mémoire ne font plus recette dans un monde dévot de l'instant présent, déconnecté du passé et sans relation avec le futur (...) Les boussoles font défaut et les projets pour quitter la forêt où l'on est perdu pas même envisageables.* »

« *La nature même des micro-fascismes oblige à des micro-résistances, conclut Onfray. (...) La révolution (...) s'incarne dans des situations multiples sur les lieux où on l'active : dans sa famille, son atelier, son bureau, son couple, chez soi, sous le toit familial, dès qu'un tiers est impliqué dans une relation, partout. Pas de prétextes pour remettre au lendemain ce qu'on ne fait finalement jamais : le lieu, le temps, la circonstance et l'occasion révolutionnaires ? l'instant.*

Onfray discute évidemment du côté solitaire de cette rébellion. « *Certes ce refus gagne à ne pas être solitaire : car la puissance et la domination libérales disposent des moyens de ramener à la raison le rebelle isolé, vite écrasé, pulvérisé et remplacé. Chaque action morcelée laisse prise à sa répression immédiate. Sauf vocation au martyr – inutile et contre-productive- l'héroïsme sans concertation dépense une énergie précieuse en pure perte. Une résistance permanente, oui ; une construction de son existence pour éviter qu'elle constitue un rouage du fonctionnement de la machine néfaste, c'est encore mieux, mais dans la réalité, on doit se concerter, associer des forces, augmenter les chances de faire triompher son idée : ralentir, freiner, arrêter, stopper, rendre la machine inefficace et inutilisable. De l'inertie au sabotage. (...)*

Et sur le renouveau futur du politique après le discrédit actuel, Onfray dit ceci : « *La politique se ressourcera non pas en créant de grands systèmes inapplicables, mais en fabriquant de petits dispositifs redoutables comme un grain de sable dans le rouage d'une machine perfectionnée. Fin de l'histoire immodeste, avènement de l'histoire modeste, mais efficace. Cette résistance rhizomique se déploie sur le terrain individuel – l'exemplarité d'une vie résistante ou l'accumulation de situations de résistance (...).*

Je suis moins sûr d'être d'accord avec Onfray sur son idée des organisations. Je la mentionne ici pour mémoire (pages 226-7). « *Ces réseaux alternatifs deviennent immédiatement efficaces, dès leur création spontanée* (elle est toujours le fait de militants formés dans des organisations pas du tout « spontanées). *Le contrat d'action de ces associations est ponctuel (...) reconductible, et susceptible d'être dénoncé n'importe quand. Cette addition de forces doit se contenter de viser l'énergie nécessaire à l'inertie ou au sabotage* (mais, par exemple avec l'association des « Don Quichotte » et le problème des SDF et leurs tentes le long du Canal St martin, le système a su digérer l'affaire, et c'est l'association qui a renoncé sans avoir rien obtenu d'autres que des discours et des images).

« *Une multiplication de liens fins, une prolifération en réseau des petites actions ajoutées, une toile d'araignée libertaire peut endommager un mécanisme élaboré de longue date* ». Effectivement, l'exemple de RESF semble démontrer une certaine efficacité. Mais là aussi, RESF n'existe et ne trouve et sa légitimité et sa puissance que par le soutien et les apports d'organisations tout à fait traditionnelles, syndicats, FCPE, ou partis d'extrême

gauche. Or, ces syndicats, par exemple, Onfray sait qu'il faut les combattre, car ils se sont « perdus dans l'oligarchie qu'ils prétendent combattre ».

Onfray s'envole sur son idée : (...) « *construisons des utopies concrètes, des îlots pensés comme des Abbayes de Thélème ponctuelles et reproductibles en tous endroits, dans toutes les occasions et en toutes circonstances. Des jardins d'Epicure nomades, construits à partir de soi. Là où l'on se trouve, produisons le monde auquel on aspire et évitons celui qu'on récuse. Politiques minimales, certes, politiques de temps de guerre, bien sûr, politiques de résistance à un ennemi plus que soi, évidemment, mais politique tout de même* »

Mais là, je ne suis plus Onfray. Car ce qu'il préconise comme facile ne sera effectivement facile que dans les pores les plus favorisés et sera bien plus difficile, pour ne pas dire totalement impossibles, dans un grand nombre de lieux et de milieux qui sont de la population la plus exploitée. Et en tant que communiste, je me soucie de l'avance de tous, et non d'une minorité, fût-elle libertaire... Créer des communautés utopiques n'est d'ailleurs pas une nouveauté, cela sent l'un des avatars de l'après 68, quand des gens alors les moins politisés ont tenté de créer la nouvelle société par ce genre de constructions, qui à mon goût sent trop le privilège personnel de quelques-uns, en oubliant l'immense majorité.

Mais ce que je veux cependant souligner, c'est cette conclusion commune à laquelle nous arrivons de l'idée de résistance individuelle au système, l'idée du grain de sable, un grain, de sable qui doit cependant rester vivant.

Ce qui est intéressant encore chez Onfray, c'est que sa manière de voir l'amène sur un terrain qui a priori semble bien éloigné de nos préoccupations, et que je suis personnellement arrivé à la conclusion qu'il nous faut nous soucier de notre attitude jusque là. Il s'agit de notre relation formelle avec les gens, de la politesse que nous avons avec eux. Du contenu –ou de la superficialité– que l'on met lorsque l'on dit bonjour, du souci des autres.

Oui, je pense sincèrement qu'aujourd'hui, avoir le souci des autres a un contenu qui remet en cause le sens qu'a pris la société. Les gens les plus écrasés n'ont pas le loisir de pouvoir s'intéresser aux autres. Les plus égoïstes, et tous ceux qui courent à la réussite dans le système, non plus. La situation est donc telle, aujourd'hui en tout cas, que l'on ressent quelque chose de particulier lorsqu'on a affaire à quelqu'un de soucieux d'autrui. Et inversement, les gens nous sont reconnaissants, au fond d'eux-mêmes, quand ils ressentent un intérêt pour eux. Ils se sentent respectés, considérés comme des humains au milieu d'un fonctionnement où ils ne sont que des numéros, des papiers, du fric, de l'administration, du travail à produire...

Dans un chapitre intitulé « la dialectique de politesse » de l'ouvrage déjà cité, Onfray dit ceci : « *Il existe un réel plaisir à être éthique et à pratiquer la morale (...) Toute arithmétique des plaisirs oblige à un souci de l'autre (...) Au contraire de la morale chrétienne, statique, échappant à l'histoire et dissertant sur l'absolu, l'éthique que je propose est dynamique. Elle ne vit pas de théories, mais de cas concrets. Autrui (...) constitue un concept utile pour dissenter, mais rien d'autre. Sûrement pas le Dieu d'une religion de l'humanisme.*

« *L'autre me requiert dans la perspective d'une relation réussie à même de générer ma satisfaction, tropisme anthropologique et psychologique auquel nous sommes condamnés. Son plaisir est constitutif du mien. Même chose avec son déplaisir. Les traités de morale*

catéchisent Autrui. Or la morale, art du détail, triomphe dans l'incarnation modeste : un mot, un geste, une phrase, une attention, voilà le lieu de l'éthique (...)

Je suis vraiment d'accord avec ce qui est dit ici. Inutile de discuter du détail des problèmes, fussent-ils graves, avec les gens que l'on côtoie dans sa vie quotidienne pour faire passer le courant de l'humanité dans nos relations. Cela peut se produire ou pas. Et quand cela se produit il y faut de la délicatesse et beaucoup de sensibilité. La pudeur impose souvent non le mutisme mais le silence sur bien des choses. Cela n'empêche pas, par une allusion, un sourire, de se comprendre comme solidaires face aux difficultés de la vie, comme compréhensifs. Je pense que ce devait être à ce genre de souci que pensaient ceux qui en 1789 ont imposé le terme de fraternité, en plus de la liberté et de l'égalité.

Et Onfray dit d'autres choses très jolies sur ce sujet : *« La politesse fournit la voie d'accès aux réalisations morales. Petite porte d'un grand château, elle conduit directement à l'autre Que dit-elle ? Elle affirme à l'autre qu'on l'a vu. Donc qu'il est. Tenir une porte, pratiquer le rituel des formules, (...) savoir remercier, accueillir, donner, tenir pour une gaieté nécessaire dans la communauté minimale –deux...- voilà comment faire de l'éthique, créer de la morale, incarner des valeurs.*

« La civilité, la délicatesse, la douceur, la courtoisie, l'urbanité, le tact, la prévenance, la réserve, l'obligeance, la générosité, le don, la dépense, l'attention, autant de variations sur le thème de la morale hédoniste (...) L'impolitesse caractérise la sauvagerie.
(page 116)

avril 2007